Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

21 janvier 2005
N°253 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

L'ADMINISTRATION BUSH II

Michael Chertoff et la raison d'État

Le nouveau secrétaire à la Sécurité de la patrie, Michael Chertoff, a poursuivi une brillante carrière de procureur contre le crime organisé et contre la corruption des élus. Mais, changeant de côté de la barre à la suite d'une alternance politique, il s'est fait l'avocat de personnalités républicaines corrompues. Aux côtés de John Ascroft, il participe, le 11 septembre 2001, au brouillage des pistes et à l'étouffement de l'enquête. Il rédige la version finale de l'USA Patriot Act et obtient la suspension des libertés fondamentales pour lutter contre le terrorisme islamique. Aujourd'hui, il veut inculquer à la population une éducation anti-terroriste.

page 2

Les options électorales de la Coalition

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Karim Khutar al-Musawi, au nom du Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak, s'oppose au report des élections, estimant qu'il ouvrirait une crise insoluble. Toutefois, en cas de fausses élections, le projet démocratique serait discrédité pour longtemps et la situation se brouillerait un peu plus. De leur côté trois chercheurs du CSIS voient dans l'organisation d'un référendum en Irak sur le maintien des troupes US une possibilité de sortir du bourbier.

page 5

REPÈRE : 7 JANVIER 1943

Nicolas Tesla : génie oublié

Qui se souvient de ce serbe de Croatie, émigré aux USA et collaborateur de Thomas Edison (qui lui vola un certain nombre d'inventions) ? Et pourtant, cet inventeur du courant alternatif fut également le pionnier du générateur, du moteur à induction électrique, de la télécommande, des rayons X, du réseau sans-fil, de la télécommande, des réseaux informatiques... et bien sûr de la bobine de Tesla qui se trouve dans tout écran cathodique. Toutes inventions que peu de livres de science lui attribuent. Travaillant sur les ondes terrestres stationnaires qui utilisent le sol comme conducteur électrique et permettent de le faire vibrer à une certaine fréquence, il a mené des expériences sur les champs magnétiques terrestres qui, par leur aspect spectaculaire et incontrôlé, ont présagé d'importantes découvertes dans ce domaine. Oublié et appauvri, Tesla meurt le 7 janvier 1943 alors qu'il travaille à un prototype de « *Rayon de la Mort* » pour le compte de l'US Air Force. Après son décès, le FBI confisque la totalité de ses effets personnels et surtout toutes ses notes de travail. ■

11 septembre 2001 : Michael C. Ruppert désigne Dick Cheney comme suspect n°1

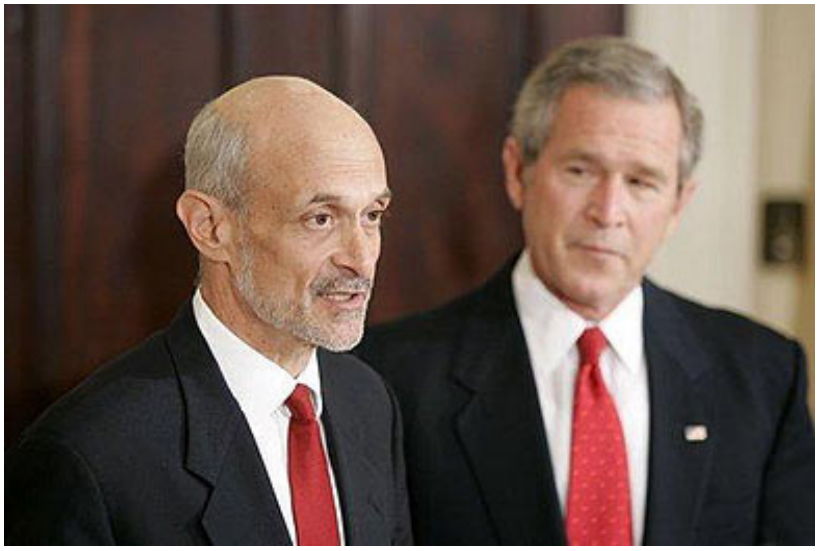
Nous vous présentons la synthèse des éléments du dossier contre Dick Cheney, qui est désigné comme premier suspect pour les crimes du 11 septembre 2001 par Michael C. Ruppert, journaliste et écrivain membre du Collectif pour la vérité sur le 11 septembre, dans son livre « Crossing the Rubicon ».

page 13

L'administration Bush II

Michael Chertoff et la raison d'État

Le nouveau secrétaire à la Sécurité de la patrie, Michael Chertoff, a poursuivi une brillante carrière de procureur contre le crime organisé et contre la corruption des élus. Mais, changeant de côté de la barre à la suite d'une alternance politique, il s'est fait l'avocat de personnalités républicaines corrompues. Aux côtés de John Ascroft, il participe, le 11 septembre 2001, au brouillage des pistes et à l'étouffement de l'enquête. Il rédige la version finale de l'USA Patriot Act et obtient la suspension des libertés fondamentales pour lutter contre le terrorisme islamique. Aujourd'hui, il veut inculquer à la population une éducation anti-terroriste.



Le président George W. Bush a annoncé, le 11 janvier 2005, la nomination du juge Michael Chertoff comme secrétaire à la Sécurité de la patrie. En le présentant à la presse, dans le salon Roosevelt de la Maison-Blanche, il a tenu à préciser que le nominé avait déjà occupé des postes nécessitant une confirmation par le Sénat et l'avait toujours obtenue sans difficulté. Une manière d'indiquer que le postulant ne risquait pas les déboires de son précédesseur, Bernard Kerik [1], démissionnaire avant même de s'être présenté devant la Haute assemblée. Le super-flic avait jeté l'éponge en révélant avoir

employé au noir une femme de ménage immigrée en situation irrégulière, mais la presse n'avait pas tardé à découvrir qu'il n'avait pas de domestiques et avait attribué cette reculade à la crainte de voir étalée au grand jour une complexe histoire de mœurs. Exit donc le policier associé d'affaires de Rudolph Giuliani, voici le magistrat ex-assistant de Rudolph Giuliani [2].

Né le 28 novembre 1953 dans le New Jersey, Michael Chertoff suivit des études particulièrement brillantes à la faculté de droit d'Harvard. Peu après sa sortie de l'université, il devint le greffier du juge William Brennan à la Cour suprême des États-Unis (1979-80). Plus tard, il travaille aux côtés de Rudolph Giuliani, alors procureur de Manhattan, dans le cadre de procès anti-mafia (1984-86). Il traine en justice les parrains des familles Genovese, Luccese et Colombo. En, 1990, il adhère au Parti républicain et est nommé procureur général du New Jersey par le président George H. Bush (le père). Il est alors le plus jeune juriste nommé à un poste aussi élevé dans l'histoire du pays. Il se montre habile et implacable. Il fait condamner durement les kidnapeurs et assassins de Sidney Reso, président d'Exxon International. Il poursuit le maire de Jersey City pour évasion fiscale et conduit en prison le président du tribunal de New York, Sol Wachtler, pour harcèlement sexuel.

En 1995, il rejoint, comme expert, la Commission d'enquête sénatoriale sur l'affaire Whitewater, créée par le sénateur Alfonso d'Amato. Il fouille le passé des Clinton pour tenter de prouver leur responsabilité dans le scandale immobilier. Il est particulièrement intrusif dans la vie privée de la *first lady* à propos du « suicide » de son « associé », Vince Foster [3]

En 1996, il mène campagne pour la candidature présidentielle de Bob Dole contre un second mandat Clinton. Puis, il réintègre un cabinet d'avocats, Latham & Watkins, où il se spécialise dans la défense de personnalités. Il parvient notamment à obtenir l'acquittement de Michael Francis, le président de l'Autorité de la culture et des sports du New Jersey, accusé de trafic d'influence.

En 2000, il mène campagne pour George W. Bush (le fils) et collecte des dons en sa faveur. Il ne tarde pas à être remercié en étant nommé assistant de John Ascroft [4] au secrétariat à la Justice, chargé de la Division criminelle. Seule la sénatrice Hillary Clinton vote contre sa nomination. Au secrétariat, il défend ses amis politiques, notamment le sénateur Bob Torricelli, impliqué dans une vaste affaire de corruption, ou le cabinet Arthur Andersen, directement impliqué dans l'affaire Enron.

Surtout, c'est lui qui est aux commandes, le 11 septembre 2001, pour conduire les investigations sur les attentats de New York et du vol 93 (détruit au-dessus de la Pensylvannie), mais pas du Pentagone (imméditament classé secret-défense). C'est sous son autorité que le FBI assure que les avions ont été détournés et diffuse des listes de pirates de l'air. Il s'avèrera par la suite que ces accusations sont sans fondement puisque les suspects ne figurent pas sur les listes des personnes embarquées et que plusieurs d'entre eux sont vivants à l'étranger. Non seulement ces accusations ne seront pas modifiées, mais Michael Chertoff assure qu'un 20e suspect aurait dû participer aux attentats et en a été empêché : le Français Zacarias Moussaoui. Le jeune homme sera

immédiatement incarcéré et placé à l'isolement, sans qu'aucun élément à charge ne soit jamais communiqué à ses défenseurs.

En réalité, comme tous les Torquemada, Michael Chertoff n'est uniquement un magistrat impitoyable, il est surtout le porteur d'une idéologie.

En premier lieu, il joue un rôle important dans la faction sioniste de la communauté juive états-unienne. Fils de rabbin, il a placé ses enfants dans des écoles juives, tandis que son épouse présideait la section du New Jersey de l'Anti-Defamation League. Il entretient des liens étroits avec l'American Jewish Congress et participe ostensiblement à toutes ses manifestations mondaines. Il ne cache pas conduire, à travers ses fonctions publiques, un combat personnel contre ceux qu'il considère comme les ennemis de sa communauté : aussi bien David Duke, grand dragon du Klu Klux Klan, que des militants de la cause palestinienne liés au Jihad islamique ou au Hamas.

Deuxièmement, Michael Chertoff est membre de la Federalist Society, une association de juristes d'extrême droite. C'est dans ce cadre qu'il a préparé de longue date le volumineux USA Patriot Act, présenté et adopté en urgence au lendemain des attentats du 11 septembre. Par ce texte, il a réussi à faire suspendre pour quatre ans l'application de la Bill of Rights (les dix amendements constitutionels souvent qualifiés de « Déclaration des droits »). Il fait arrêter et placer au secret pour une durée indéterminée près d'un millier de musulmans étrangers, dans le cadre d'enquêtes anti-terroristes. Il met en place un programme d'audition « volontaire » et de fichage par le FBI de tous les musulmans du pays, étrangers et nationaux. Il préconise et suit en détail l'infiltration par le FBI de toutes les associations et lieux de culte musulmans du pays.

Avec John Ashcroft (qui pourrait être bientôt nommé à la Cour suprême) et Alberto Gonzales [5] (déjà placé au secrériat à la Justice), Michael Chertoff forme une troïka de membres de la Federalist Society, partisans de la raison d'État. Ensemble, ils ont détruit en quatre ans toutes les garanties accordées aux justiciables qui faisaient l'honneur de des États-Unis. Leur programme pour le second mandat Bush est de développer une justice préventive qui permette d'empêcher des actes terroristes en arrêtant préventivement les individus suceptibles d'en perpétrer.

---

[1] « Les deux visages de Bernard Kerik : Bernie ou Baghdad Terminator ? », *Voltaire*, 6 décembre 2004.

[2] « Histoire criminelle de Rudolph Giuliani », *Voltaire*, 6 septembre 2004.

[3] Avocat associé de Me Hillary R. Clinton, puis conseiller juridique à la Maison-Blanche, Vince Foster était souvent présenté comme le vrai compagnon de Mme Clinton. Son corps fut retrouvé, le 20 juillet 1993, dans un parc public, avec une balle dans la tête. L'enquête baclée conclut au suicide. Voir *The Secret Life of Bill Clinton, the unreported stories* par Ambrose Evans-Pritchard, Rengnery Publishing, 1997.

[4] « John Ashcroft dans le secret des Dieux », *Voltaire*, 2 février 2004.

[5] « Alberto Gonzales, Juriste de la torture », *Voltaire*, 22 novembre 2004.

Les options électorales de la Coalition

Analyse

Robert M. Walker exhorte le nouveau secrétaire à la Sécurité de la patrie, le juge Michael Chertoff, à remonter le moral de ses fonctionnaires et à créer une culture commune des 22 agences dont il doit achever la fusion. Dans le *Washington Times*, cet ancien responsable de la gestion des situations de catastrophe naturelle souligne que le département doit aussi éduquer la population à la menace terroriste, comme en Israël. Malheureusement, il élude la question de l'équilibre entre prévention du terrorisme et sauvegarde des libertés fondamentales. C'est d'autant plus regrettable que le juge Chertoff est l'auteur des dispositions les plus attentatoires aux libertés de l'USA Patriot Act. Le colonel Oliver North se félicite dans le *Christian Science Monitor* des résultats du président Uribe en Colombie. La rébellion des FARC serait en déroute et la situation en voie de pacification. Cette tribune n'est pas innocente. Selon le principe de la fin qui justifie les moyens, elle vise à répondre préventivement à l'émotion suscitée par l'enlèvement d'un dirigeant des FARC par les forces spéciales états-uno-colombiennes en plein cœur de Caracas.

L'ancien ministre du Shah responsable du programme nucléaire iranien, Akbar Etemad, s'interroge dans *Le Monde* sur les ambiguïtés des Européens face à Téhéran. Il rappelle que c'est parce que les Européens n'ont pas honoré avec la République islamique les engagements qu'ils avaient pris vis-à-vis du Shah que l'Iran a été contrainte de développer les programmes qu'ils lui reprochent aujourd'hui. De ce fait, on ne voit pas pourquoi Téhéran renoncerait à ses investissements, ni pourquoi il ferait confiance aux nouvelles promesses des Européens.

Karim Khutar al-Musawi, au nom du Conseil suprême pour la révolution

islamique en Irak, s'oppose dans *Gulf News*, au report des élections. Il souligne qu'une telle décision ouvrirait une crise insoluble. En effet, elle porterait un coup fatal aux apparences, priverait les États-Unis de toute justification de leur présence, et laisserait le pays sans perspective à court et moyen terme. Mais on peut aussi inverser le raisonnement : en cas de fausses élections, le projet démocratique serait discrédité pour longtemps et la situation se brouillerait un peu plus.
Par ailleurs, trois experts du CSIS, Frederick Barton, Bathsheba Crocker et Craig Cohen, cherchent un scénario de retrait d'Irak. Dans le *New York Times* et l'*International Herald Tribune*, ils proposent d'organiser un referendum sur le maintien de la Force multinationale. Puisque la Résistance refuse le processus électoral, seuls les collaborateurs participeraient au référendum qui serait alors favorable à la Coalition. L'Occupation s'en trouverait légitimée et la Coalition aurait le choix de son retrait.

Samuel Huntington disserte sur l'identité des États-Unis, au cours d'un entretien qu'il a accordé au *Figaro* à propos de son récent livre. Il s'y prononce contre le multiculturalisme, ce qui séduit à l'évidence ses interlocuteurs. Mais il y a maldonne. Les Français s'inquiètent de la remise en cause du principe républicain par des groupes ethniques qu'ils marginalisent, tandis que le penseur d'extrême droite est préoccupé par la fin de la suprématie WASP (White Anglo-Saxon & Puritan). Tous se retrouvent autour d'une terminologie équivoque, en définitive utilisable par les classes dirigeantes des deux pays.

Réseau Voltaire

Robert M. Walker

Robert "Mike" Walker a été secrétaire à l'Army et vice-directeur de la FEMA (l'organisation en charge de la gestion des catastrophes aux États-Unis) dans l'administration Clinton.

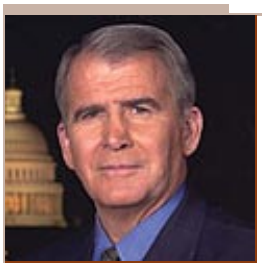
« Des défis pour le « secrétaire » Chertoff »

Source : Washington Times
Référence : « Challenges for 'Secretary' Chertoff », par Robert M. Walker, *Washington Times*, 18 janvier 2005.

Quand le juge Michael Chertoff sera secrétaire à la Sécurité de la patrie, il aura l'occasion de contribuer à la guerre au terrorisme. Le département de la Sécurité de la patrie est toujours en construction et il faut continuer à assembler en une seule organisation les 22 agences et 180 000 personnes, parfois réfractaires, que l'on va faire travailler ensemble. Toutefois, la construction de ce département a démoralisé beaucoup d'agents et il est urgent que M. Chertoff construise vite une culture commune, une culture centrée sur la prévention des attaques terroristes. Le département de la Sécurité de la patrie doit garder à l'esprit ses missions dans le domaine de la prévention des catastrophes naturelles, mais s'il existe, c'est parce que nous avons été attaqués par des radicaux islamistes.

Chertoff va également devoir faire comprendre à nos concitoyens la nature insidieuse du mal auquel nous faisons face et que les cibles ne sont pas que New York et Washington. Il faut former nos citoyens à reconnaître la menace comme c'est le cas en Israël. Il va devoir également changer la culture des forces de l'ordre, concentrée sur la punition du crime et pas sur sa prévention. Il faut mettre en place un système de prévention du terrorisme.
L'Histoire jugera Chertoff sur sa capacité à empêcher une attaque terroriste.

Oliver North



Oliver North est un chroniqueur régulier du *Washington Times* et consultant pour *Fox News*. Il est fondateur et président d'honneur de la Freedom Alliance. Il a été un des hommes clés de l'Irangate, notamment de l'organisation et du financement par l'argent de la drogue des Contras au Nicaragua

« L'autre guerre au terrorisme »

Source : Christian Science Monitor
Référence : « The other war on terror », par Oliver North, *Christian Science Monitor*, 19 janvier 2005.

Seize civils massacrés la veille du Nouvel an, un journaliste radio tué la semaine dernière, un prêtre catholique le mois dernier, des douzaines d'attaques contre les responsables du pays, de nombreux responsables politiques et policiers tués, des attaques terroristes quotidiennes... etc. Vous pensez à l'Irak ? Perdu ! C'est la Colombie dont il s'agit, l'autre guerre au terrorisme, celle qui échappe à l'attention des médias. C'est normal, les médias n'aiment que les mauvaises nouvelles alors qu'en Colombie on a une illustration que la patience et la persévérance peuvent payer. Cela peut nous servir de modèle pour l'Irak.
Ce qui n'est pas rapporté par les médias, c'est que les FARC sont désormais traqués par les forces de l'ordre et l'armée avec le concours de la population à qui ils ne font plus peur et que l'Armée de libération nationale ne trouve plus de refuges dans le pays qui est quadrillé par les forces de sécurité. Cela est dû à l'action d'Alvaro Uribe qui a renforcé l'accord anti-narcotique états-uno-colombien en extradant les trafiquants de drogue et les terroristes aux États-Unis et qui a amélioré la situation des Droits de l'homme en prenant conseil auprès des agences états-uniennes. Avec l'aide de l'USAID, Uribe a remplacé les cultures de coca par de la vanille et du poivre. Les résultats économiques et sécuritaires ne se sont pas fait attendre.
Une Colombie stable et démocratique serait une preuve que les États-Unis peuvent réussir avec patience et persévérance. C'est important dans une Amérique latine qui est déstabilisée. C'est aussi une leçon pour l'Irak.

Akbar Etemad

Ancien président de l'Organisation de l'énergie atomique de l'Iran (1974-1978) et vice-Premier ministre du Shah d'Iran en charge des questions atomiques, Akbar Etemad est directeur de *Keyhan London*, journal de l'opposition royaliste iranienne à Londres.

« Nucléaire iranien : quelques questions aux Européens »

Source : Le Monde
Référence : « Nucléaire iranien : quelques questions aux Européens », par Akbar Etemad, *Le Monde*, 20 janvier 2005.

La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont signé un accord avec l'Iran pour tenter de trouver une solution au « problème » créé par les activités de l'Iran dans le cycle du combustible nucléaire. Il consiste en des discussions sur le problème nucléaire mais également sur les relations politiques et économiques. En fonction de la sincérité des parties, il s'agit soit d'un vaste et louable projet, soit d'un piteux subterfuge pour gagner du temps. On ne peut que louer cette initiative et espérer qu'elle parviendra à créer un modus vivendi entre les pays occidentaux et l'Iran, mais il est bon de se pencher sur la position des Européens face à Téhéran.

Les Européens exigent que l'Iran abandonne, de façon permanente, ses activités dans le cycle du combustible nucléaire et, en échange, ils lui offrent l'approvisionnement en équipement et en combustible de son programme nucléaire. Toutefois, il est bon de rappeler à ceux qui ont la mémoire courte la relation de l'Iran avec les trois pays européens qui l'interpellent maintenant. L'Allemagne a refusé d'accorder la licence d'exportation concernant les équipements complets des deux centrales nucléaires construites à Bushehr, au sud de l'Iran bien qu'ils existent et qu'ils aient été intégralement payés par l'Iran depuis plus de 25 ans, la France a refusé à l'Iran le droit de faire enrichir son uranium dans l'usine du Tricastin appartenant à la société Eurodif alors que l'Iran était associé au capital de cette société à hauteur de 10 %, la Grande Bretagne n'était pas associée au programme iranien mais elle a participé au front du refus en retenant un envoi d'uranium appartenant à Téhéran qui transitait par l'Angleterre à destination de l'Iran. On aurait pu citer d'autres exemples concernant ces pays. Cela montre que l'Iran a été lésé dans ses relations nucléaires avec l'Europe en subissant des pertes colossales et en accumulant des retards importants dans la réalisation de son programme malgré les engagements passés de ces pays. Face à ce désengagement, l'Iran a investi massivement dans un programme nucléaire autonome qui a été couronné de succès. Qu'y a-t-il de si étrange, de si surprenant, de si inacceptable dans la réaction de l'Iran à la situation pénible dans laquelle les pays européens se complaisaient à le tenir ? Reproche-t-on à l'Iran d'avoir eu l'outrecuidance de développer les mêmes technologies qui sont le fonds de commerce et le moyen de puissance des pays avancés ? Fallait-il que l'Iran renonce à son programme nucléaire parce que cela ne plaisait pas aux pays occidentaux ? Maintenant que les Européens proposent à l'Iran des relations plus équilibrées à condition que l'Iran renonce à ses activités dans le cycle du combustible nucléaire, un esprit logique pourrait être tenté de poser un certain nombre de questions :

- Pourquoi l'Occident insiste tellement pour que l'Iran renonce à ses activités

concernant le cycle du combustible nucléaire ? Le Traité de non-prolifération encourage en effet la développement du nucléaire civil et les échanges technologiques dans ce domaine. Les pays occidentaux semblent craindre le développement d'armes nucléaires, mais le directeur général de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) a affirmé que rien ne vient prouver que l'Iran tente d'acquérir des armes.

- Aujourd'hui qu'est-ce qui a changé pour que les Européens envisagent la reprise des relations et de la coopération avec l'Iran, en particulier dans le domaine nucléaire ?
- Il semble que ce qui a amené les Européens à modifier leur position envers l'Iran est le fait que Téhéran a réalisé une percée technologique importante dans le cycle du combustible nucléaire. Dès lors, pourquoi l'Iran accepterait de s'arrêter en si bon chemin ? Et si cette arme technologique est si efficace, pourquoi l'Iran commettrait-il l'erreur de s'en priver définitivement ?
- Si Téhéran accepte l'accord, qu'est-ce qui prouve que cette fois les Européens tiendront parole ?
- Si l'Iran demande des réparations pour les dommages subis à cause du non-respect des promesses européennes, quel sera l'attitude des pays européens ?

Ces questions, auxquelles il faudra apporter des réponses cohérentes et convaincantes, montrent que les discussions engagées entre les pays européens et l'Iran s'annoncent difficiles et tortueuses, et demandent beaucoup de temps pour aboutir. Il faut cependant espérer que les discussions permettront d'arriver à un résultat.

Karim Khutar Al Musawi

Karim Khutar Al Musawi est le représentant aux États-Unis du Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak.

« Reporter les élections irakiennes mènerait au chaos »

Source : Gulf News
Référence : « Delaying Iraq elections would lead to chaos », par Karim Khutar Al Musawi, *Gulf News*, 19 janvier 2005.

Onze jours avant l'élection, il y a toujours des gens pour demander un report des élections irakiennes. Ce serait une terrible erreur car les Irakiens attendent la démocratie depuis des décennies de dictature et d'oppression. Ils ne veulent plus attendre davantage. Ne soyez pas trompés par les propagandistes, ces élections qui vont permettre d'élire une assemblée nationale chargée de rédiger une constitution et de construire des institutions démocratiques durables, se feront au bénéfice de tous. Ce processus ne va pas favoriser uniquement une classe ou un groupe.

Aucun effort n'a été organisé par les autorités pour empêcher quiconque de participer au vote, il n'y a donc pas de « crise sunnite » comme certains le suggèrent. Pour parler simplement, le nouvel Irak représentera tous les Irakiens. Personne ne veut de l'injustice ou de l'inégalité hormis les terroristes qui veulent nous ramener au régime raciste de Saddam Hussein et à sa politique qui a mené aux charniers. À qui profiterait un report des élections ?

Le représentant du grand ayatollah Ali Sistani a déclaré, le 31 décembre, qu'un

report des élections provoquerait une crise aux conséquences inimaginables. Mettre en place un gouvernement démocratique est le meilleur moyen de stabiliser et de sécuriser l'Irak. Certains voudraient organiser une « conférence de réconciliation » avant les élections, mais cela a déjà eu lieu. Les seuls en dehors sont les ba'asistes et il n'y a pas de raisons de se réconcilier avec eux.
La présence militaire états-unienne est une absolue nécessité, mais après les élections, nous les aiderons à se retirer.

Bathsheba Crocker, Frederick Barton, Craig Cohen

Bathsheba Crocker est une ancienne responsable du département d'État. Elle co-dirige le Post-Conflict Reconstruction Project au Center for Strategic and International Studies et c'est dans ce cadre qu'elle a mené une étude sur la reconstruction irakienne durant l'été 2003 à la demande du département de la Défense.

Ancien directeur de l'Office of Transition Initiatives de l'USAID (1994-1999) et ancien vice-Haut commissaire aux réfugiés de l'ONU (1999-2001), Frederick Barton est co-président du Post-Conflict Reconstruction Project du Center For Strategic & International Studies.

Craig Cohen est chercheur au Center For Strategic & International Studies.

« Devons-nous rester ou devons-nous partir ? »

Source : International Herald Tribune
, New York Times
Référence : « Should We Stay or Should We Go ? », par Frederick Barton, Bathsheba Crocker et Craig Cohen, *New York Times*, 19 janvier 2005.
« Iraq : America should engineer an exit poll », *International Herald Tribune*, 20 janvier 2005.

Avec les élections irakiennes prévues dans deux semaines, beaucoup d'Américains regardent déjà vers la sortie même si l'administration Bush affirme que les troupes américaines resteront jusqu'à l'instauration d'un Irak libre, stable et pacifique. La pression en faveur du retrait rapide va s'accroître, quelle que soit la situation en Irak.
Quand sera-t-il le bon moment pour retirer les troupes d'Irak ? La réponse ne se trouve pas dans les couloirs de Washington, mais en Irak. Actuellement, il y a trois cas de figures où nous pouvons partir (atteindre nos objectif et partir triomphalement, se voir demander de partir par le gouvernement irakien, partir en diminuant nos objectifs) et aucune n'est réalisable. Dans ces conditions, pourquoi ne pas laisser les Irakiens décider en organisant un référendum ? Six semaines après l'organisation des élections, nous pourrions organiser ce vote en précisant aux Irakiens qu'il aura lieu tous les neuf mois jusqu'à ce qu'ils décident que nous devions partir.
Les référendums sont souvent de bons moyens pour amener les peuples vers la démocratie avec des questions aux enjeux palpables. Cette option a également l'avantage :

- D'affirmer l'engagement américain en faveur de l'auto-détermination.
- De diminuer le soutien à l'insurrection en donnant un autre moyen que la violence pour mettre fin à la présence états-unienne.
- D'éloigner le risque de guerre civile en remettant l'indépendance nationale au cœur d'un processus démocratique.
- D'avoir un mandat en Irak reconnu si les Irakiens décident que nous devons rester.
- De disposer d'une porte de sortie honorable s'ils veulent que nous partions.

Bien sûr, cette option présente des risques, mais laisser le choix aux Irakiens est la meilleure solution.

Samuel P. Huntington

Ancien directeur du planning du National Security Council (1977-1978), [Samuel P. Huntington] est professeur à Harvard et membre du Conseil d'orientation de l'American Enterprise Institute. Il est l'auteur de *The Clash of Civilizations and Remaking of World Order*, ouvrage de référence de l'administration Bush.

« Le choc du multiculturalisme »

Source : Le Figaro
Référence : « Le choc du multiculturalisme », par Samuel P. Huntington, *Le Figaro*, 19 janvier 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

L'Amérique est confrontée à des défis singuliers pour l'avenir de son identité, c'est une conséquence de la globalisation et c'est un phénomène qui touche de nombreux pays de par le monde. Mon dernier livre, *Who are we ?*, ne traite pas uniquement des Hispaniques et des Hispanophones, c'est un livre sur cette identité américaine que l'immigration n'a jamais cessé de façonner. Or, actuellement, pour la première fois dans notre histoire, les immigrant sont majoritairement issus d'une même entité linguistique. L'autre singularité de l'immigration hispanique, outre son ampleur, c'est qu'elle est en provenance de pays proches des États-Unis. Je ne mène pas un combat d'arrière-garde, il faut se poser la question.

L'autre aspect de mon livre est le fossé grandissant entre, d'un côté, le nationalisme et le patriotisme répandus dans l'opinion américaine et, de l'autre, ce que j'appelle la dénationalisation des élites. Les sondages montrent que la fin du XXème siècle a vu les Américains avoir de plus en plus un attachement aux États-Unis en général plutôt qu'à leur ville ou État. Mais dans le même temps, les élites aux États-Unis se définissaient de plus en plus comme des « citoyens globaux ». Malgré le choc du 11 Septembre, l'intégration des élites financières et médiatiques américaines aux catégories de la mondialisation ne semble pas avoir été bouleversée de fond en comble même s'il demeure difficile de prévoir ce que seront les effets à très long terme du 11 Septembre sur la conscience patriotique américaine. Les néo-conservateurs représentent une élite, certes opposée à la tendance lourde de la dénationalisation - mais c'est un très petit groupe d'hommes, qui essuient de très nombreuses critiques de la part aussi bien des milieux académiques, que des milieux d'affaires et des médias !

Je suis fondamentalement d'accord avec la définition du credo américain donnée par Gunnar Myrdal, en 1944 (l'adhésion à un système politique fondé sur la « dignité essentielle de l'individu, l'égalité fondamentale de tous les hommes et des droits inaliénables »), mais toute la question est de savoir si la nouvelle vague d'immigration va accepter ces principes. Dans les années 60, les intellectuels ont abandonné la référence à la race et à l'ethnie comme définition de l'identité. Une fois ces notions formellement exorcisées, les minorités ont pu commencer à affirmer leurs identités au sein d'une société désormais essentiellement définie par son credo. Sont nées les politiques dites d'*affirmative action*. Elles ont eu pour effet, avec d'autres, d'élever les valeurs « subnationales » au-dessus des valeurs d'identité nationale. Pour les Américains, le credo de la « religion civile » a longtemps signifié que les individus devaient être jugés en fonction de leurs qualités propres, indépendamment de leur appartenance religieuse ou de leur origine ethnique. Avec l'avènement du multiculturalisme, c'en a été fini du primat des droits individuels, mais aussi de l'attachement au bien commun. La question demeure

de savoir si les États-Unis doivent être une nation constituée d'individus dotés de droits et d'une culture communs ou un conglomérat de groupes raciaux et culturels défendant leurs intérêts propres.

Je ne sais pas pour quelles raisons précises la tendance au multiculturalisme s'est développée en France. Une chose est sûre : la consécration du multiculturalisme pourrait avoir, chez vous aussi, des effets malheureux.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

11 septembre 2001 : Michael C. Ruppert désigne Dick Cheney comme suspect n°1

Nous vous présentons la synthèse des éléments du dossier contre Dick Cheney, qui est désigné comme premier suspect pour les crimes du 11 septembre 2001 par Michael C. Ruppert, journaliste et écrivain membre du Collectif pour la vérité sur le 11 septembre, dans son livre « Crossing the Rubicon ».

Moyens : Dick Cheney et le Secret Service

Cheney était le Commandant en chef le 11 septembre et tirait les ficelles via le Secret Service

- Le Secret Service a légalement le pouvoir de prendre le contrôle total de toutes les agences des États-Unis en cas d'urgence nationale sur le sol états-unien. **Même l'U.S. Air Force reconnaît la suprématie du Secret Service.**
- Le Secret Service possède le système de communication le plus technologiquement avancé parmi toutes les agences aux États-Unis, comme il se doit.
- Le 11 septembre 2001, le Secret Service possédait la technologie pour voir les écrans de la FAA (ndt. Federal Aviation Association, les écrans de contrôle aérien civil).
- Le Secret Service était dans le cercle de décisions dès 8H15 le 11 septembre, et pas plus tard que 8H45.
- Tout était en place, le 11 septembre 2001, pour que le Commandeur en chef ait le contrôle total et suprême sur l'U.S. Air Force via les systèmes de communication du Secret Service, ainsi que le mandat légal pour prendre le commandement suprême.
- Néanmoins, Bush lisait des histoires de chèvres à l'école élémentaire Booker. Le Secret Service était à ses côtés, et a choisi de le faire rester là pendant que le scénario du 11 septembre se déroulait. L'équipe du Secret Service entourant Bush était en communication complète avec les agents du Secret Service situés dans le PEOC

(Centre opérationnel présidentiel d'urgence) pendant que le scénario du 11 septembre se déroulait.

- Dick Cheney était le Commandant en chef *de facto* le 11 septembre et le Secret Service avait le commandement suprême.

Mobile : Le pic de la production mondiale de pétrole

Le monde est sur le point de commencer à manquer de pétrole

- La moitié du pétrole mondial est épuisé, ou est sur le point d'être épuisé.
- Une fois ce point médian franchi, chaque baril de pétrole sera plus difficile à trouver et plus cher à mesure que la demande croîtra. Contrôler les dernières réserves de pétrole disponibles est donc la clé pour contrôler le monde.
- Presque tout ce que nous connaissons dans la société moderne ; les véhicules, les bâtiments, les ponts, les armes, les produits de grande consommation et bien d'autres choses consomment du pétrole lors de leur fabrication, de leur fonctionnement, ou les deux.
- L'énergie des hydrocarbures à bon marché et abondante garde le monde industriel au chaud et prépare notre nourriture. La plupart des habitations sont chauffées au gaz naturel.
- **Nous « mangeons » du pétrole et du gaz naturel :** Pour chaque calorie d'énergie de nourriture produite, 10 calories d'énergie hydrocarbonée sont consommées.
- Quatre jours après être devenu vice-président, Dick Cheney a réuni son National Energy Policy Development Group (NEPDG) par lequel il a reçu une grande quantité d'informations sur le pic de la production mondiale de pétrole provenant d'experts reconnus internationalement. Il a refusé de communiquer les documents de ces audiences au Congrès ou au peuple états-unien. FTW a toujours soutenu que les secrets les plus reclus et sombres du 11 septembre 2001 sont renfermés dans ces documents.
- Dick Cheney était informé au sujet du pic de la production mondiale de pétrole au moins dès 1999. Il connaît l'impact économique de la déplétion du pétrole et les effets catastrophiques que cela va engendrer.
- Le 11 septembre a rendu possible ce que Dick Cheney a qualifié de « Guerre qui ne prendra pas fin de notre vivant ». Il s'agit d'une guerre à la poursuite des dernières ressources en hydrocarbures partout dans le monde. La « Guerre au terrorisme » est en réalité une guerre pour l'énergie et le 11 septembre était le prétexte pour son déclenchement.

Occasion : les simulations d'attaques du 11 septembre

Cheney supervisait de multiples simulations d'attaques et exercices antiterroristes qui ont paralysé la réaction de l'U.S. Air Force le 11 septembre.

- En mai 2001 la responsabilité directe pour superviser l' « intégration complète » de tous les exercices d'entraînement du gouvernement fédéral et des agences militaires a été confiée à Dick

Cheney par mandat présidentiel.

- La matinée du 11 septembre 2001 a commencé par plusieurs exercices de simulation de situation de guerre que Dick Cheney, selon son mandat présidentiel, avait la responsabilité de superviser.
- Les simulations de guerre et exercices d'alertes terroristes incluaient des exercices en *conditions réelles* avec des avions militaires jouant le rôle d'avions civils détournés au-dessus des États-Unis, ainsi que des exercices de simulation qui consistaient à placer des « faux blips » (signaux radar indiquant des avions qui sont en réalité virtuels) sur les écrans de contrôle aérien de la FAA. L'un des exercices, appelé Northern Vigilance, a mobilisé des chasseurs de l'Air Force au Nord jusqu'au Canada lors d'une simulation d'attaque aérienne russe, de sorte que très peu de chasseurs demeuraient sur la côte Est pour réagir. Tout cela a paralysé la réaction de l'Air Force, de manière à ce que les pilotes de chasseurs ne puissent pas arrêter les événements du 11 septembre.
- Un individu inconnu ou centre de commandement désigné sous le nom de « maestro » par le Major Don Arias du NORAD a coordonné les exercices de simulation. Il est possible qu'il y ait eu plus qu'un maestro, mais personne n'est disposé à donner de noms. FTW a posé la question à toutes les personnes occupant un poste gouvernemental ou militaire et en mesure d'y répondre, mais en vain. Notre enquête a révélé que le maestro était soit Dick Cheney, le général Ralph « Ed » Eberhart ou les deux.
- La personne qui coordonnait les exercices de l'Air Force était sous la supervision et la direction de Dick Cheney, qui était également responsable d'une simulation d'attaque terroriste organisée sur la rive ouest de Manhattan le 11 septembre et appelée Tripod 2. Cette simulation impliquait la mise en place, le 11 septembre, d'un centre de contrôle et de commandement configuré exactement comme celui détruit ce matin-là avec le bâtiment 7 du World Trade Center. Pratique, n'est-ce pas ?
- Dick Cheney était l'un des principaux responsables gouvernementaux ayant décidé que des simulations d'une telle envergure auraient lieu le 11 septembre. Ceci alors que les services de renseignement états-uniens avaient reçu des douzaines d'avertissements en provenance de gouvernements et d'agences de renseignement indiquant que des terroristes projetaient de détourner des avions civils et de les faire s'écraser sur des cibles états-uniennes au sol durant la semaine du 9 septembre 2001.

Ancien enquêteur de la police de Los Angeles, Michael C. Ruppert est devenu rédacteur en chef de *From the Wilderness*. Son ouvrage *Crossing the Rubicon* constitue une somme critique, réunissant notamment l'ensemble des indices et témoignages connus à propos des attentats du 11 septembre 2001.

Chroniques parallèles de l'insurrection

Janvier en Irak - N°5/9

« Janvier en Irak » est une publication spéciale rassemblant, jour par jour, les communiqués factuels de la Coalition et de la Résistance en Irak ainsi que des documents et articles d'analyse.

Janvier en Irak
CHRONIQUES PARALLÈLES DE L'INSURRECTION
#5/9

Janvier en Irak est une publication spéciale rassemblant, jour par jour, les communiqués factuels de la Coalition et de la Résistance en Irak ainsi que des documents et articles d'analyse. Le journal est réalisé conjointement par les rédactions de reseauvoltaire.net, shabakatvoltaire.net et iraqresistance.net.

Élections fictives

Le recours aux méthodes classiques de contre-insurrection, dès novembre 2003, avec l'opération « *Marteau de fer* » lancée par le général William G. Boykin, puis la nomination de l'ambassadeur John Negroponte comme véritable gouverneur de l'Irak depuis avril 2004, ont déclenché un engrenage que rien ne semble plus devoir arrêter.

Malgré les déclarations officielles lénifiantes, les forces de la Coalition doivent faire face à une insurrection généralisée et à une résistance structurée. Il ne s'agit pas là de quelques nostalgiques de l'ancien régime laïque unis à une poignée de jihadistes étrangers, mais bien d'un peuple, avec toute sa diversité, qui se dresse contre une armée d'occupation. Pour le maîtriser, le Pentagone a choisi de reproduire le plan Phénix, déjà expérimenté au Vietnam : contrôle des populations par leur confinement dans des hameaux stratégiques, détention massive d'otages et élimination physique systématique des individus en capacité de mener des actions de résistance.

Pour mieux remonter et neutraliser les réseaux de résistance, la Coalition tente d'en provoquer l'unification opérationnelle, tout en empêchant son unification politique. C'est ainsi que l'inévitable Oussama Ben Laden a adressé un message aux Irakiens pour les exhorter à créer un commandement unifié de la Résistance sous l'autorité de son représentant Moussab al-Zarquaoui. Cette provocation a été immédiatement dénoncée par les principales organisations de résistance qui y voient une preuve de plus qu'Oussama Ben Laden et Moussab al-Zarquaoui sont des agents de renseignement états-uniens.

... (suite p.3)

14 JANVIER 2005 - DÉPÊCHES

SOURCE : RESISTANCE

Des combattants de la Résistance assassinent des membres de la Brigade Badr

14 jan. 2005 - al-Hurriyah | Des combattants de la Résistance irakienne ont tiré des rafales de fusils d'assaut Kalachnikov et ont tué des membres des brigades collaborationnistes Badr alors qu'ils se déplaçaient à bord d'une camionnette Nissan dernier cri le long de la 60ème Rue dans la banlieue d'ad-Durah au sud de Bagdad, vendredi à 15H00.

SOURCE : COALITION

Deux Marines tués dans la province d'Al Anbar

14 jan. 2005 - Falloujah | Deux Marines assignés à la Force expéditionnaire des Marines ont été tué alors qu'ils menaient des opérations de sécurité et de stabilité dans la province d'Al Anbar, le 13 janvier.
Par mesure de protection, la Force Multi-Nationale irakienne excluent la diffusion de toute information qui pourrait aider le personnel ennemi à évaluer son efficacité en ce qui concerne la tactique, les techniques et les procédures. La publication de davantage de détails au sujet d'un incident peut faire encourir à notre personnel un plus grand risque.
Le nom des deux personnes décédées est gardé secret pendant l'enquête.
Dépêche mnf-iraq #055114c

SOURCE : RESISTANCE

Une opération de la Résistance permet de libérer 38 prisonniers d'Abou Ghurayb

14 jan. 2005 - Abou Ghurayb | Une source au sein de la police irakienne fantoche a révélé vendredi que 38 prisonniers d'Abou Ghurayb ont pu

Janvier en Irak N°5/9
(PDF, 854.1 ko)

Cliquez sur la vignette pour ouvrir le journal en Pdf.

Le logiciel Adobe Acrobat est nécessaire.

▶ En cas de difficulté à afficher le journal, téléchargez-le sur votre ordinateur avant de l'ouvrir (clic droit sur l'image puis "enregistrer la cible sous...").